

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES D'ASSURANCES



Groupement Hospitalier de Territoire de Lot et Garonne

Établissement Support

Centre Hospitalier Agen - Nérac
Route de Villeneuve
47923 Agen Cedex 9

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

LOT 2

**ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE
ET RISQUES ANNEXES**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES RESPONSABILITÉ CIVILE ET RISQUES ANNEXES

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de définir les garanties du contrat sur la base du questionnaire de souscription joint au présent marché.

En cas de contradiction entre les clauses du contrat d'assurance et le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières, les dispositions les plus favorables à l'assuré trouveront à s'appliquer.

SOUSCRIPTEUR : Centre Hospitalier de Penne d'Agenais
Établissement partie du Groupement Hospitalier de Territoire de Lot et Garonne.

Représenté par : Son Directeur

ADRESSE : 1 rue de la Myre Mory
47140 Penne-d'Agenais

Agissant tant pour son compte que pour le compte de qui il appartiendra. La notion de tiers reste maintenue entre tous les différents assurés.

EFFET : 1^{er} Janvier 2026

ÉCHEANCE PRINCIPALE : 1^{er} Janvier.

PAIEMENT : Annuel.

DURÉE : Le marché est conclu pour une durée d'un an reconductible tacitement fois trois soit pour **une durée totale de 4 ans**, à compter du 1^{er} Janvier 2026 0 heure et expirera le 31 décembre 2029 à 24 heures.

RÉSILIATION : Chacune des parties dispose d'une faculté de résiliation annuelle dans le respect d'un délai de **préavis de 6 mois pour l'assureur** et **3 mois pour l'assuré** avant chaque date d'échéance fixée au 1^{er} janvier.

SOMMAIRE

TITRE I : - ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE ET RISQUES ANNEXES -	5
ARTICLE 1 : OBJET DE LA GARANTIE	5
ARTICLE 2 : MONTANTS DES GARANTIES	5
ARTICLE 3 : GESTION DES FRANCHISES	6
ARTICLE 4 : OBJET DE LA GARANTIE	6
4-1- Du fait des biens	6
4-2- Du fait des personnes	6
4-3- Du fait des activités	6
4-4- Automaticité de garanties	6
ARTICLE 5 : GARANTIES PARTICULIÈRES	7
5-1- Faute Inexcusable et Intentionnelle	7
5-2- Pollution accidentelle	7
5-3- Responsabilité Environnementale	8
5-4- Garantie Responsabilité Civile « Produits Livrés »	8
5-5- Responsabilité Civile Intoxications alimentaires	9
5-6- Garantie Responsabilité « Maître d'Ouvrage »	9
5-7- Responsabilité Civile producteur d'énergie	9
5-8- Garantie Responsabilité Civile du fait de l'utilisation d'un véhicule terrestre à moteur	9
5-9- Garantie Responsabilité Civile d'engins automoteurs	9
5-10- Garantie Responsabilité Civile Biens confiés	10
5-11- Frais de rappel des patients :	10
5-12- Mandataire judiciaire à la protection des majeurs	10
5-13- R.C Stagiaires, étudiants, candidats à l'embauche, bénévoles et collaborateurs occasionnels	11
5-14- Garantie patients hospitalisés participant à des activités au sein de l'établissement	11
5-15- Garantie Responsabilité Civile Erreur Administrative	11
5-16- R.C Organisateur de manifestation	11
5-17- R.C Occupation temporaire de locaux	11
5-18- Responsabilité Civile du fait des sous-traitants	11
5-19- Régisseur de recettes	11
5-20- R.C d'Associations de l'Etablissement	11
5-21- Sinistre à caractère sériel ou catastrophique	12
ARTICLE 6 : R.C. PERSONNELLE DE CERTAINS HOSPITALISÉS	12
6-1- Responsabilité Civile des Personnes âgées ou Résidents	12
6-2- Responsabilité Civile des Adultes Handicapés	12
6-3- Responsabilité Civile des Personnes en Foyer de vie et/ou des pensionnaires majeurs	12
6-4- Hospitalisés et ou Résidents effectuant de menus travaux ou participant à des activités sportives	12
ARTICLE 7 : DEFENSE / RECOURS	12
7-1- Garantie de défense civile et administrative	12
7-2- Garantie défense pénale et recours	13
7-3- Protection fonctionnelle des Agents Publics	13
ARTICLE 8 : GARANTIES DOMMAGES	13
8-1- Les dommages matériels subis par les préposés	13
8-2- Les dommages matériels subis par l'Etablissement	13
8-3- Dommages aux biens des Résidents	13

TITRE II : - EXCLUSIONS-	14
TITRE III : - FONCTIONNEMENT DU CONTRAT-	16
ARTICLE 1 : ÉTENDUE TERRITORIALE	16
ARTICLE 2 : APPLICATION DE LA GARANTIE DANS LE TEMPS	16
2-1- Sinistres consécutifs à un acte de prévention, de diagnostic ou de soins	16
2-2- Sinistres ne relevant pas d'un acte de prévention, de diagnostic ou de soins	16
2-3- Dispositions communes	16
ARTICLE 3 : PRISE D'EFFET ET DURÉE DU CONTRAT	16
ARTICLE 4 : RÉSILIATION DU CONTRAT	17
4-1- Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale	17
4-2- Le contrat est résilié de plein droit	17
ARTICLE 5 : CALCUL DE LA COTISATION	17
ARTICLE 6 : RÉVISION DE LA COTISATION	17
ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSUREUR	17
7-1- Procédure – Transactions	17
7-2- Inopposabilité des déchéances	18
7-3- Paiement des indemnités	18
7-4- Non résiliation du contrat	18
ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ	18
8-1- Les déclarations à la souscription du contrat	18
8-2- Les déclarations en cours de contrat	18
8-3- Les Sanctions	18
8-4- La déclaration des autres assurances	19
8-5- Les Obligations de l'Etablissement en cas de sinistre	19
ARTICLE 9 : DISPOSITIONS DIVERSES	19
9-1- Subrogation	19
9-2- Prescription	19
ANNEXE : PLAFOND CONTRACTUEL DE PRISE EN CHARGE DES HONORAIRES D'AVOCAT	20

TITRE I : - ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE ET RISQUES ANNEXES -

ARTICLE 1 : OBJET DE LA GARANTIE

Le contrat est de type **TOUS RISQUES SAUF**.

Il a pour objet, de garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité Civile que l'Etablissement peut encourir par application des dispositions des règles de Droit Administratif, du Code Civil, du Code de l'Action Sociale et des Familles ou encore à titre contractuel en raison des dommages ou préjudices causés à des tiers à l'occasion de l'exercice de l'ensemble de ses activités et prestations annexes de toute nature.

ARTICLE 2 : MONTANTS DES GARANTIES

Les plafonds de garantie par année d'assurance constituent l'engagement maximum de l'assureur pour toutes les réclamations reçues pendant une année.

GARANTIES DE BASE	MONTANTS
Tous dommages Corporels, Matériels, Immatériels consécutifs	8 000 000 € par sinistre 16 000 000 € par année
Dommages Immatériels Non Consécutifs	750 000 € par sinistre 1 500 000 € par année
DONT	Sous-limitations
Faute Inexcusable et Faute Intentionnelle	1 500 000 € par sinistre 3 000 000 € par année
Pollution accidentelle	1 500 000 € par sinistre et par année
R.C. Pollution Environnementale	35 000 € par Sinistre et par année
RC Produits Livrés, Intoxications alimentaires	1 500 000 € par sinistre et par année
Responsabilité Maître d'Ouvrage	1 500 000 € par sinistre et par année
R.C. Utilisation VTM et Engins automoteurs	2 500 000 € par sinistre et par année
R.C. Producteur d'énergie	1 500 000 € / An sous limite 200 K€ Dommages Immatériels
R.C. Utilisation VTM et Engins automoteurs	2 500 000 € par sinistre et par année
Biens Confiés	100 000 € par sinistre 300 000 € par année
Frais de rappel des malades	100 000 € par sinistre et par année
Autres Garanties R.C. précisées dans le CCTP	Garanties de base
Défense - Recours	50 000 € par litige
GARANTIE COMPLEMENTAIRE	MONTANTS
Sinistre à caractère sériel ou Catastrophique	8 000 000 € supplémentaires par sinistre et par année
GARANTIES DE DOMMAGES	MONTANTS
Dommages matériels subis par les Agents	30 000 € par sinistre et par année
Dommages matériels subis par l'Etablissement	50 000 € par sinistre et par année
Dommages aux biens des patients et résidents	20 000 € par sinistre et par année

ARTICLE 3 : GESTION DES FRANCHISES

Il est convenu que dans le cas où l'Etablissement viendrait à retenir une offre avec FRANCHISE sur les sinistres matériels, l'Assureur s'engage à gérer l'intégralité des sinistres concernés y compris les sinistres dont le coût total serait inférieur à la franchise. Au terme du règlement du dossier sinistre, l'Assureur pourra alors appeler dans un deuxième le temps et trimestriellement, le montant de la ou des sinistres payés qui seraient inférieurs à la franchise.

ARTICLE 4 : OBJET DE LA GARANTIE

4-1- Du fait des biens

La garantie est acquise du fait de tous les biens mobilier et immobilier (y compris ceux faisant partie de la dotation non affectée à l'exploitation de l'établissement), des équipements, des installations de toutes natures, des produits ou marchandises, des animaux dont l'Etablissement à la propriété, l'usage ou la garde à quelque titre que ce soit.

4-2- Du fait des personnes

La garantie est acquise du fait des agissements de toutes les personnes rémunérées ou pas, participant au fonctionnement de l'Etablissement notamment la responsabilité personnelle des médecins, infirmières, internes ou étudiants, stagiaires, élèves des écoles ou préposés dans l'exercice de leurs fonctions et de toutes autres personnes placées sous son autorité ou mise à sa disposition ou dont il a la garde.

4-3- Du fait des activités

La garantie est acquise du fait de toutes les activités de l'établissement (y compris les actions psychologiques, sociales, médicales et paramédicales) à condition que l'Etablissement soit autorisé à les exercer.

Sans que cette liste ne soit exhaustive sont entre autres couvertes :

- Les activités s'inscrivant dans une mission d'intérêt général ou d'utilité sociale,
- Les activités de prestations de services exercées à titre subsidiaire en application de l'article L 6145-7 du Code de la Santé Publique. Cette garantie concerne tant les produits livrés que les biens confiés.
- La responsabilité encourue par l'Etablissement du fait d'intoxications alimentaires ou d'empoisonnement provoqués par l'absorption d'aliments et/ou de médicaments préparés et/ou servis par l'Etablissement et consommés dans l'Etablissement assuré.
- Les activités des agents « mandataires judiciaires à la protection des majeurs » chargés d'assumer en tant qu'administrateur les biens des patients incapables majeurs ou majeurs protégés dans les conditions prévues par la législation.
- Les activités des agents « régisseurs » ou sous régisseurs ou suppléants, tant vis-à-vis de l'Etablissement que d'autrui.
- Les activités organisées par l'Etablissement : sorties collectives, camps thérapeutiques, excursions, sorties culturelles, activités éducatives, loisirs (y compris promenades ou sorties en vélo à assistance électrique y compris vélos cargo), ateliers, missions et déplacements pour le compte de l'Etablissement,
- Les activités liées à la détention et/ou à l'usage de toute source radioactive servant aux diagnostics et aux soins.
- Les activités de prévention, de diagnostic et de soins visés à l'article L. 1142-2 du Code de la Santé Publique, c'est-à-dire les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'Etablissement peut encourir en raison des dommages subis par des tiers et résultant d'atteintes à la personne, survenant dans le cadre de cette activité, y compris du fait de ses salariés agissant dans les limites de la mission qui leur est impartie, même s'ils disposent d'une indépendance dans l'exercice de l'art médical.
- Les activités d'actions de coopération visées à l'article L.312-7 du Code de l'action sociale et des familles et L.6134-1 du Code de la Santé Publique,
- Les activités du Comité d'Entreprise de l'Etablissement ainsi que des organismes de représentation interne du personnel n'ayant pas de personnalité juridique propre.

4-4- Automaticité de garanties

Les garanties du contrat sont automatiquement étendues à tous services qui viendraient à être mis à disposition de l'Etablissement à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 5 : GARANTIES PARTICULIÈRES

5-1- Faute Inexcusable et Intentionnelle

➤ Faute Inexcusable de l'Employeur :

Le contrat garantit le remboursement des sommes dont l'Etablissement peut être redevable, en qualité d'Employeur à la suite d'accident du travail ou de maladies professionnelles dont seraient victimes ses agents et imputable à une faute inexcusable, ou celle d'une personne que le Directeur s'est substitué dans la direction de l'Etablissement (articles L.452-1 et L.452-5 du Code de la Sécurité Sociale).

Le remboursement porte (Au titre de l'article L.452-1 du Code de la Sécurité Sociale) :

- Sur le montant des cotisations complémentaires prévues à l'article L. 452-2 du Code de la Sécurité Sociale et l'indemnisation complémentaire prévue à l'article L.452-3 du Code de la Sécurité Sociale.

➤ Faute intentionnelle du préposé :

Le contrat garantit l'indemnisation du préjudice complémentaire pouvant incomber à l'Etablissement sur le fondement de l'article L.452-5 du Code de la Sécurité Sociale, à la suite d'accidents dont seraient victimes ses préposés et imputables à la faute intentionnelle d'un autre préposé de l'Etablissement.

➤ Maladies professionnelles non reconnues et non indemnisées :

Le contrat garantit la responsabilité de l'Etablissement du fait des dommages corporels dont pourraient être victimes :

- Les agents à la suite d'une maladie ou affection reconnues d'origine professionnelle et ne figurant pas au tableau officiel des maladies professionnelles ouvrant droit à indemnisation par la Sécurité Sociale.

➤ Stagiaires - candidats à l'embauche - bénévoles :

Le contrat garantit la responsabilité de l'Etablissement du fait des dommages corporels dont pourraient être victimes :

- Les stagiaires, les candidats à l'embauche et les bénévoles lorsqu'ils ne sont pas assujettis à la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles,
- Les élèves et étudiants stagiaires ne faisant pas l'objet d'un contrat de travail et n'entrant pas dans le cadre de la formation professionnelle continue.

Sont toutefois exclus de la présente garantie :

- **Les conséquences de tout accident de service ou maladie professionnelle déclarées antérieurement à la date de souscription du contrat,**
- **Les dommages causés aux préposés de l'Assuré lorsqu'ils sont pris en charge par le régime général des accidents du travail ou par des obligations statutaires de l'Etablissement.**

5-2- Pollution accidentelle

La garantie couvre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et/ou administrative encourue par l'Etablissement en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs causés aux tiers et résultant d'une **atteinte accidentelle** à l'environnement consécutive à des faits fortuits commis à l'occasion de l'exploitation de son activité d'Etablissement de santé c'est-à-dire :

- L'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide, ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, les eaux ou le sol,
- La production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de températures, ondes, radiations ou rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage concomitante à l'évènement soudain et imprévu qu'il a provoqué et qui ne se réalise pas de façon lente ou progressive.

Sont toutefois exclus de la présente garantie :

- **Les dommages provenant d'installations classées, exploitées par l'Etablissement et visées en France par le Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'environnement lorsque ces installations sont soumises à autorisation d'exploitation par les autorités compétentes ou enregistrement auprès des mêmes autorités SAUF pour les installations classées participant au service public Hospitalier.**
- **Le préjudice écologique au sens de l'article 1246 et suivants du Code Civil, c'est-à-dire les atteintes non négligeables aux éléments ou aux fonctions des écosystèmes ou aux bénéfices collectifs tirés par l'homme de l'environnement.**

- Les dommages résultant du mauvais état, de l'insuffisance ou de l'entretien défectueux des installations et qui étaient connus ou qui ne pouvaient être ignorés par l'Etablissement,
- Les redevances mises à la charge de l'Etablissement en application des lois et/ou règlements en vigueur au moment du sinistre même si ces redevances sont destinées à remédier à une situation consécutive à des dommages donnant lieu à garantie,
- Les dommages résultant de l'utilisation ou de la dissémination d'organismes génétiquement modifiés,
- Les dommages causés par les décharges de déchets non autorisés au titre de la loi du 19 juillet 1976 (décharge sauvage).

5-3- Responsabilité Environnementale

Le contrat garantit, le paiement des frais de prévention, de réparation des dommages environnementaux, lorsque ces frais sont consécutifs à un fait fortuit **imputable à l'exercice des activités assurées** et engagées par l'Assuré au titre de sa responsabilité environnementale prévue par la Directive Européenne n°2004/35/CE et ses textes de transpositions dans les différents états membres. Constitue un seul et même sinistre l'ensemble des frais de prévention et de réparation des dommages engagés par l'Assuré, qui résultent d'un fait dommageable unique.

Les dommages environnementaux visés au présent article sont :

- Les dommages affectants les sols, à savoir toute contamination des sols qui engendrent un risque d'incidence négative grave sur la santé humaine ;
- Les dommages affectant les eaux à savoir : tout dommage qui affecte de manière grave et négative l'état écologique, chimique ou quantitatif ou le potentiel écologique des eaux concernées ;
- Les dommages causés aux Espèces et Habitats Naturels Protégés (EHNP), à savoir tout dommage qui affecte gravement la constitution ou le maintien d'un état de conservation favorable de tel habitat ou Espèces,
- Les dommages ou aggravations de dommages causés par des sources de rayonnements ionisants utilisées ou destinées à être utilisées en France à des fins médicales ou industrielles, hors d'une installation nucléaire, et pour lesquelles, l'Etablissement bénéficie d'une exemption de toute déclaration ou d'autorisation ou relève d'un régime de simple déclaration.

Lorsque ces frais ont été engagés, sur demande de l'autorité compétente et/ou en accord avec elle ; tant à l'intérieur des sites assurés qu'à l'extérieur. Il est précisé que sont également garantis les dommages causés aux réseaux d'effluents implantés à l'intérieur du site assuré ainsi que le cas échéant, par les conduites d'évacuation des eaux usées.

Sont toutefois exclus de la présente garantie :

- Les dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'Etablissement,
- Les dommages imputables à la violation délibérée :
 - Des règles particulières de sécurité et de prudence imposées par une loi ou un règlement,
 - Des règles de l'art ou de consignes de sécurité
- Les dommages résultants :
 - D'une défectuosité du matériel de l'Etablissement ou de ses installations connues de lui,
 - Du choix délibéré d'une économie abusive sur le coût de la prestation ou sur les modalités d'exploitation,
- Les dommages causés directement ou indirectement par l'amiante ou tout produit contenant de l'amiante, par du plomb ou du produit contenant du plomb provenant ou/et affectant des immeubles bâtis, leur contenu, ainsi que les canalisations enterrées ou non.
- Les dommages causés directement ou indirectement par la guerre civile ou la guerre étrangère, les attentats, les actes de terrorisme ou de sabotage, les émeutes et mouvements populaires, la grève ou le « Lock-out ».

5-4- Garantie Responsabilité Civile « Produits Livrés »

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile que peut encourir l'Etablissement en raison des dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs, causés par des produits fabriqués, conditionnés et/ou délivrés par lui à titre onéreux ou gratuit, en vue de leur consommation ou de leur utilisation par des tiers en dehors du ou des établissements assurés.

Sont toutefois exclus de la présente garantie :

- Les frais de remplacement ou de remboursement des produits
- Les frais exposés par l'Etablissement pour remédier au défaut des produits ou pour les retirer du marché.

5-5- Responsabilité Civile Intoxications alimentaires

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile que peut encourir l'Etablissement du fait d'intoxications alimentaires ou d'empoisonnement provoqués par l'absorption d'aliments et/ou de médicaments préparés et/ou servis et consommés dans l'Etablissement.

5-6- Garantie Responsabilité « Maître d'Ouvrage »

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant incomber au Maître de l'ouvrage en raison des dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers et imputables à la réalisation d'une opération de construction et chaque fois que la responsabilité civile professionnelle du Maître d'ouvrage est engagée.

Cette garantie couvre également les atteintes accidentelles à l'environnement et donc résultant d'un évènement soudain et imprévisible à l'origine des dommages.

Sont toutefois exclus de la présente garantie :

Les responsabilités liées à l'acte de construire « responsabilités civile décennales » de la nature de celles visées par les articles 1792 et suivant, et 2270 du Code Civil.

5-7- Responsabilité Civile producteur d'énergie

L'établissement est garanti contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir dans le cadre de la revente de l'énergie produite par ses installations à EDF ou à tout autre fournisseur d'énergie pour les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs.

L'application de cette garantie est subordonnée au respect des conditions cumulatives suivantes :

- L'énergie produite est utilisée exclusivement dans le cadre des activités de l'établissement assuré ;
- L'énergie produite et revendue à EDF ou à tout autre fournisseur d'énergie doit être d'une puissance maximale de 36 kVA.

Exclusions : le contrat ne couvre pas :

- **Les dommages immatériels non consécutifs ;**
- **Les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'établissement dans le cadre du contrat le liant au fournisseur d'énergie ;**
- **Les conséquences du défaut de performance des installations de l'établissement.**

Cette extension s'applique dans la limite d'un montant de 1 500 000 € par sinistre et par an, avec une sous-limite à 200 000 € par sinistre et par an pour les dommages immatériels consécutifs. »

5-8- Garantie Responsabilité Civile du fait de l'utilisation d'un véhicule terrestre à moteur

Utilisation des véhicules personnels des préposés pour les besoins du service :

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile que peut encourir l'Etablissement :

- En qualité de commettant par application de l'article 1242 du Code Civil ;
- En tant que gardien du véhicule, par application de l'article 1242 alinéa 1 du Code Civil, en raison des dommages subis par autrui et causés par ses préposés lorsqu'ils utilisent occasionnellement pour les besoins du service, leur véhicule personnel ou un véhicule terrestre à moteur dont l'Etablissement n'a pas la propriété et qu'il n'a ni loué ni emprunté ou utilisé à son insu.

Déplacement d'un véhicule terrestre :

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile que peut encourir l'Etablissement en qualité de commettant, en raison des dommages subis par autrui et causés par le déplacement, par ses préposés, de véhicules n'appartenant pas à l'Etablissement et gênant le fonctionnement du service public.

5-9- Garantie Responsabilité Civile d'engins automoteurs

Le contrat garantit les dommages causés aux tiers du fait de l'utilisation de microtracteurs, de fauteuils ou de brancards électriques, dont l'Etablissement a la propriété, l'usage ou la garde. Cette garantie intervient à défaut ou en complément des garanties éventuellement souscrite en application de l'assurance automobile obligatoire. Les garanties de ces contrats constituant la franchise de la présente extension.

5-10- Garantie Responsabilité Civile Biens confiés

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que peut encourir l'Etablissement et résultant d'un accident atteignant les biens y compris les animaux qui lui sont confiés dans le cadre de ses activités. Cette garantie concerne tant les biens sur lesquels porte la prestation effectuée par l'Etablissement que les matériels et moyen mis à sa disposition pour l'exercice de ses activités. Cette garantie concerne également les dispositifs médicaux, les chapiteaux utilisés occasionnellement par l'Etablissement pour les besoins de ses manifestations.

Sont exclus de la garantie les dommages :

- **Résultant d'un vice propre des biens confiés ou de leur vétusté,**
- **Résultant de disparition, perte ou vol,**
- **Causés par un incendie, une explosion, un dégât des eaux, ou résultant d'un cas de force majeure,**
- **Aux biens détenus en vertu d'un contrat de location ou en vue de la vente.**

5-11- Frais de rappel des patients :

La garantie « Frais de Rappel des patients » est mise en œuvre du fait de la connaissance par l'Etablissement d'un tel risque conformément aux dispositions de l'article L 1111-2 du Code de la Santé Publique ou suite à la mise en demeure de l'Etablissement par l'autorité administrative compétente conformément aux dispositions de l'article L 1413-13 du même Code de la Santé Publique et en accord préalable avec l'Assureur.

Nature des frais garantis :

- Les frais de communications et d'annonce de l'opération de rappel,
- Les frais générés par la procédure de rappel des personnes concernées (main d'œuvre, location de matériel spécifique, frais de transports des patients),
- Les frais exposés pour la réalisation des examens nécessaires (examens médicaux, analyses biologiques) pour déterminer si les personnes rappelées sont concernées par le risque identifié y compris les frais d'hospitalisation s'y rapportant,
- Lorsque des dispositifs médicaux ou des produits de santé sont mis en cause, les frais nécessités par leur remplacement dans la mesure où ils ne font pas partie du préjudice corporel du patient.

Sont exclus de la présente garantie, les frais engagés :

- **Du fait de l'absence ou de l'insuffisance des mesures d'isolement d'un patient contagieux,**
- **En rapport avec des produits ou dispositifs fabriqués, livrés ou utilisés délibérément en non-conformité avec les dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sécurité et à la protection des personnes,**
- **Du fait de conventions particulières prises par l'Etablissement assuré ou toute personne dont il répond dans la mesure où ces conventions excèdent les engagements auxquels il est tenu en vertu de textes légaux définissant ses responsabilités,**
- **Pour la réparation, la rectification des produits ou dispositifs concernés, ou la fourniture d'un produit ou dispositif similaire,**
- **Concernant le personnel de l'Etablissement,**
- **Pour regagner la confiance des usagers après le déclenchement d'une opération de rappel,**
- **En application de mesures de rappel à caractère général par les autorités sanitaires.**

En outre, ne sont jamais couverts le manque à gagner et les pertes de recettes résultant de l'immobilisation, de la consignation ou de la destruction d'un dispositif médical ou d'un produit de santé.

5-12- Mandataire judiciaire à la protection des majeurs

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que peut encourir l'Etablissement et en particulier le Mandataire Judiciaire à la protection des majeurs, du fait d'erreurs ou d'omissions involontaires commises dans la gestion des biens des personnes hospitalisés, dans les conditions prévues par la loi n°2007-308 du 5 mars 2007, ou, en dehors de l'application de cette loi, pour les patients non protégés, lorsqu'ils acceptent de rendre services aux hospitalisés.

Cette garantie est étendue à la gestion d'affaire spontanée ou obligatoire, à l'égard de patients placés sous sauvegarde de justice, ou dans le cadre d'un mandat spécial.

La responsabilité personnelle du mandataire judiciaire à la protection des majeurs désignés en qualité d'administrateur spécial et encourue par suite d'erreur ou d'omission involontaire dans la gestion des biens des résidents est garantie.

5-13- R.C Stagiaires, étudiants, candidats à l'embauche, bénévoles et collaborateurs occasionnels

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires que peut encourir l'Etablissement du fait des dommages matériels et immatériels et corporels subis ou occasionnés par les stagiaires, élèves, étudiants, candidats à l'embauche et tous les bénévoles et collaborateurs occasionnels y compris à l'extérieur de l'Etablissement, lorsque ces dommages ne sont pas pris en charge par application du régime général de la Sécurité Sociale ou du régime des Agents titulaires ou stagiaires relevant de la CNRACL.

5-14- Garantie patients hospitalisés participant à des activités au sein de l'établissement

Lorsque l'établissement fait participer des hospitalisés (éventuellement accompagnés par du personnel de l'établissement) à des activités diverses : thérapeutiques, d'entretien, de loisir ou sportives de toute nature, sont couvertes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civiles que ces personnes peuvent encourir du fait de leur participation à ces activités.

5-15- Garantie Responsabilité Civile Erreur Administrative

Le contrat garantit les conséquences d'une erreur commise par l'Etablissement au titre des actes administratifs qu'il réalise pour le compte des personnes hospitalisées lorsque ces actes ont trait à leur séjour dans l'Etablissement.

Sont exclues de la garantie les conséquences pécuniaires résultant de malversation, escroqueries, création frauduleuse d'un fichier professionnel.

5-16- R.C Organisateur de manifestation

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'Etablissement à l'égard des tiers en sa qualité d'organisateur en raison des dommages causés à des tiers à l'occasion de manifestation organisées dans le cadre de ses activités.

Sont exclus de la présente garantie les dommages occasionnés aux Tiers alors que l'Etablissement ne dispose pas des autorisations administratives nécessaires à l'organisation de la manifestation ou du déroulement des activités organisées à cette occasion.

5-17- R.C Occupation temporaire de locaux

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité que peut encourir l'Etablissement du fait de l'occupation temporaire de locaux. A ce titre, sont seuls couverts les dommages matériels et les dommages immatériels qui en sont la conséquence subis par les biens immobiliers mis à disposition et les biens mobiliers qu'il contiennent lorsqu'ils résultent d'un Incendie, d'une explosion, d'un phénomène d'origine électrique ou de l'action de l'eau ayant pris naissance dans les locaux mis à la disposition de l'Etablissement (n'excédant pas 6 mois consécutifs).

5-18- Responsabilité Civile du fait des sous-traitants

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile que peut encourir l'Etablissement en raison des dommages subis par autrui du fait des biens ou prestations fournis par un sous-traitant, prestataire ou délégataire et/ou ceux pour lesquels ces derniers ont exercé leur activité professionnelle.

Toutefois, restent exclues de la présente garantie les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant personnellement aux sous-traitants.

5-19- Régisseur de recettes

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité personnelle et pécuniaire que peuvent encourir les régisseurs et leurs suppléants tant vis-à-vis de l'Etablissement que d'autrui.

Cette garantie s'exerce en complément ou à défaut d'une garantie éventuellement souscrite par les régisseurs et leurs suppléants. Les garanties de ces contrats constituant la franchise de la présente extension.

5-20- R.C d'Associations de l'Etablissement

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité que peuvent encourir les Associations de l'Etablissement (autres que celles ayant des activités de prévention, de diagnostic ou de soins), pour les activités exercées dans le cadre du service public de santé de l'Etablissement, en raison des dommages Corporels, Matériels et Immatériels consécutifs causés aux tiers dans l'exercice de leurs attributions légales et des manifestations récréatives qu'elles organisent du fait de leurs membres et des personnes désignées par elle.

Cette garantie s'exerce en complément ou à défaut d'une garantie éventuellement souscrite par l'Association. Cette garantie est accordée avec les **sous-limitations** suivantes : **1 500 000 € par sinistre et 3 000 000 € par an.**

5-21- Sinistre à caractère sériel ou catastrophique

En complément des montants de garantie par sinistre et par année d'assurance indiqués à l'article 2 du présent CCTP, l'Etablissement bénéficie d'une garantie complémentaire à hauteur de 8 Millions d'euros par sinistre et par an en cas de sinistre à caractère sériel ou catastrophique

On entend par sinistre à caractère sériel : l'ensemble des dommages causés à une pluralité de tiers et engageant la responsabilité civile de l'Etablissement et résultant d'un fait dommageable unique ou d'un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique et imputable à une activité de diagnostic, de prévention ou de soins.

Est considérée comme un sinistre à caractère catastrophique : l'ensemble des dommages causés à une pluralité de tiers et engageant la responsabilité civile de l'Etablissement et résultant notamment de l'un des événements suivants : action du feu, de l'eau des gaz et/ou de l'électricité dans toutes leurs manifestations ainsi que d'explosion ; effondrements d'ouvrages ou de construction, effondrements, glissements et affaissements de terrain, intoxications alimentaires.

Dans tous les cas, le sinistre sera assimilé à un fait dommageable unique quel que soit le nombre de victimes concernées.

Toutes les limitations de garanties, exclusions de risques, déchéances, prévues par le contrat s'appliquent de la même façon à la présente garantie complémentaire pour les sinistres à caractère sériel ou catastrophique.

ARTICLE 6 : R.C. PERSONNELLE DE CERTAINS HOSPITALISÉS

Les garanties du présent contrat sont étendues aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber aux personnes désignées ci-dessous. **Ces garanties de Responsabilité Civile personnelle sont acquises à défaut ou en complément des contrats d'assurances éventuellement souscrits au profit de ces personnes.**

6-1- Responsabilité Civile des Personnes âgées ou Résidents

La responsabilité civile des personnes âgées qui résident à titre permanent ou temporaire est garantie en raison des dommages causés par elles tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Etablissement (y compris du fait des choses et des animaux dont ces personnes ont la garde). **Cette garantie intervient à défaut ou en complément des garanties d'un contrat éventuellement souscrit par le Résident.**

6-2- Responsabilité Civile des Adultes Handicapés

Leur responsabilité civile est garantie en raison des dommages causés par elles tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Etablissement.

6-3- Responsabilité Civile des Personnes en Foyer de vie et/ou des pensionnaires majeurs

Leur responsabilité civile est garantie en raison des dommages causés par elles tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Etablissement.

6-4- Hospitalisés et ou Résidents effectuant de menus travaux ou participant à des activités sportives

Lorsque l'Etablissement fait participer des personnes hospitalisées, à des activités sportives ou leur fait effectuer de menus travaux, sont couvertes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que ces personnes peuvent encourir du fait de leur participation à ces sports ou à ces menus travaux.

ARTICLE 7 : DEFENSE / RECOURS

7-1- Garantie de défense civile et administrative

Au titre de cette garantie, l'Assureur s'engage à défendre l'Etablissement dans toutes les procédures indemnitaires engagées contre lui par des tiers devant les juridictions administratives et/ou civiles mettant en cause la responsabilité de l'Etablissement.

L'Assureur supporte, à concurrence des sommes fixées aux présentes Conditions Particulières, les frais et honoraires d'enquête, d'avoués, d'avocats, d'exécution de jugements.

L'Assureur dirige les recours mais s'interdit toute transaction sans l'accord préalable de l'Assuré.

7-2- Garantie défense pénale et recours

- **Défense Pénale** : L'Assureur s'engage à défendre, devant les tribunaux répressifs, la personne morale souscriptrice ou toute autre personne morale ayant la qualité d'Assuré et tous les Agents de l'Etablissement, y compris les médecins poursuivis dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle et dans la mesure où cette action est exécutée dans l'intérêt même de l'assureur.

- **Recours** : L'Assureur s'engage à réclamer, soit à l'amiable soit devant toute juridiction, la réparation des dommages corporels, matériels et immatériels subis par l'Etablissement et/ou ses préposés et engageant la responsabilité d'un tiers identifié, dans la mesure où l'indemnisation de ces dommages aurait été prise en charge par le contrat si l'Assuré en avait été le responsable et non la victime.

L'Assuré fixe lui-même le montant de l'indemnité qu'il entend réclamer.

L'Assureur dirige les recours mais s'interdit toute transaction sans l'accord préalable de l'Assuré.

7-3- Protection fonctionnelle des Agents Publics

Conformément à l'article 11 alinéa 3 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée par l'article 20 alinéas IV & V de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016, l'assureur s'engage à défendre tout collaborateur victime de menaces, de violences, d'atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, de voies de fait, d'injures, d'outrages ou d'agissements constitutifs de harcèlements moral dont il pourrait être victime à l'occasion de ses fonctions sans qu'une faute personnelle puisse lui être imputée.

Cette garantie intervient à défaut des garanties d'un contrat spécifique de Protection Juridique de la personne morale et/ou des Agents (Protection Juridique intégrale). **Si un contrat de cette nature a été souscrit par l'Etablissement, celui-ci intervient en priorité.**

ARTICLE 8 : GARANTIES DOMMAGES

8-1- Les dommages matériels subis par les préposés

Cette garantie s'étend à la réparation des dommages matériels et immatériels consécutifs subis par les agents dans l'exercice de leurs fonctions y compris ceux survenus lors de déplacements tant intérieurs qu'extérieurs effectués sur demande de l'établissement et/ou par toute personne collaborant au fonctionnement de l'établissement, que le dommage engage ou non la responsabilité de l'établissement.

De même sont garantis les dommages causés aux véhicules terrestres à moteur des agents stationnés dans l'enceinte de l'établissement. Sont également garantis les dommages causés aux vélos des Agents (avec ou sans assistance électrique) lorsque ces derniers sont stationnés dans l'enceinte de l'établissement et positionnés et attachés sur des supports de vélos (râteliers) réservés à cet usage ».

Sont également garantis au titre des Dommages Immatériels, le vol en vestiaire avec une limite de garantie fixée à 3 000 €/Sinistre déduction faite d'une franchise de 300 €/Sinistre.

8-2- Les dommages matériels subis par l'Etablissement

Cette garantie s'étend à la réparation des dommages matériels subis par les bâtiments, le matériel et les équipements de l'Etablissement, situés dans l'enceinte de l'Etablissement du fait des agissements des patients hospitalisés ou hébergés et des consultants externes.

8-3- Dommages aux biens des Résidents

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile que peut encourir l'Etablissement en raison des dommages matériels et immatériels causés aux biens des résidents, des visiteurs et des consultants. La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité de l'Etablissement en cas de vol, perte ou détérioration des objets déposés entre les mains des préposés commis à cet effet ou d'un comptable public par les résidents et ce conformément aux dispositions des articles L. 1113-1 et suivants du Code de la Santé Publique

.

TITRE II : - EXCLUSIONS-

EXCLUSIONS GÉNÉRALES

1) Sont exclus du contrat les dommages corporels, matériels et immatériels causés par :

- **La guerre étrangère, la guerre civile soit par des émeutes ou des mouvements populaires conformément à l'article L 121-8 du Code des Assurances. Il appartient à l'Assureur de prouver que le sinistre résulte de la guerre civile, d'émeutes ou de mouvements populaires. Ou provoqués par des actes de terrorisme et/ou de sabotage, causés par les représentants légaux de l'Etablissement ou ses préposés SOUS RESERVE des dispositions de l'article L 121-2 du Code des Assurances.**
- **Ou occasionnés par des attentats, qu'il s'agisse d'émeutes, de mouvements populaires, d'actes de terrorisme ou de sabotage, d'actions de groupes menées à force ouverte**
- **Ou aggravés par :**
 - **Des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,**
 - **Tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par tout source de rayonnements ionisants engageant la responsabilité exclusive d'une exploitation d'installation nucléaire** Toutefois, sont comprises dans la garantie les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'Assuré peut encourir en raison des accidents résultant de la détention et de l'utilisation à des fins de diagnostics d'appareils à rayons X ou contenant du radium ou des radio-isotopes émettant des radiations ionisantes dont l'activité totale corrigée ne dépasse pas 1 curie.
- **Les professionnels de santé dont l'activité est exercée au sein de l'Etablissement à titre libéral.**
- **L'exploitation d'un centre ou d'un poste de transfusion sanguine.**
- **L'exposition à l'amiante, fibre d'amiante ou matériaux contenant de l'amiante et du plomb.**
- **Les expérimentations médicales ou biomédicales en tant que promoteur de recherche biomédicale, conformément à la loi N° 88.1138 du 20 décembre 1988 modifiée par la loi N° 2004-806 du 9 août 2004 et de ses textes subséquents.**
- **Les atteintes à l'environnement SAUF dans les cas prévus aux articles 5-2 et 5-3 des présentes Conditions Particulières.**
- **L'usage de tous véhicules terrestres à moteur (conformément à l'article L 211-1 et suivants du Code des Assurances) et de tous engins maritimes, fluviaux, lacustres ou aériens et dont l'Etablissement ou les personnes dont il est responsable, ont la propriété, la garde ou l'usage SAUF dans les cas prévus à l'article 5-7 des présentes Conditions Particulières.**
- **La participation de l'Etablissement en tant que concurrent ou organisateur à des matches, courses, paris ou compétitions diverses, SAUF pour les activités de secteur organisées par l'Etablissement : sorties collectives, camps thérapeutiques, missions et déplacements pour le compte de l'Etablissement, organisation de manifestations et/ou d'animations diverses.**

2) Sont également exclus des garanties du contrat, les dommages, conséquences, réclamations ou responsabilités suivantes

- **Les dommages causés par un incendie, une explosion, des phénomènes d'ordre électrique ou par l'action de l'eau lorsque l'origine de ces événements se situe dans les locaux dont l'Etablissement est propriétaire, locataire ou occupant à titre quelconque. Ces dommages relevant de l'Assurance de Dommages aux Biens.**
- **Les dommages corporels subis par toute personne collaborant au fonctionnement de l'Etablissement, dès lors que ces dommages résultent d'un événement justifiant un droit à réparation contre les accidents de travail et/ou maladie professionnelle au titre d'une obligation statutaire ou d'un régime d'assurance obligatoire.**
- **Les conséquences de la faute intentionnelle et dolosive de l'Etablissement et/ou de ses préposés ou de toute autre personne ayant qualité d'assuré.** Toutefois, l'Assureur est garant des dommages causés par toutes les personnes dont l'Etablissement est déclaré civilement responsable quelle que soient la nature et la gravité des fautes commises par ces personnes.
- **Les conséquences d'actes prohibés par la loi ou que l'Etablissement n'est pas autorisé à pratiquer sauf lorsque l'Etablissement a été induit en erreur sur la validité des diplômes du personnel médical et/ou paramédical.**

- **Les conséquences de la faute personnelle et/ou détachable des fonctions d'un préposé de l'Etablissement ou de toute personne ayant qualité d'assuré en cas d'abus de fonction ou d'agissements en dehors des limites de ses prérogatives, déclarée comme telle par la juridiction judiciaire ou administrative.**
- **Les réclamations mettant en cause la responsabilité de l'Etablissement en qualité de fournisseur de produits sanguins et dérivés, d'organes, de tissus et de gamètes humains.**
Toutefois, la garantie reste acquise à l'Etablissement lorsque cette responsabilité est fondée sur une faute commise par l'Assuré dans la manipulation, la conservation ou l'administration de ces produits. Dans tous les cas, l'Assureur assure la défense de l'Assuré, que le sinistre soit dans le champ de la garantie ou non.
- **Les responsabilités incombant à l'Etablissement en raison de l'administration par ses services d'associations, de Sociétés Civiles ou Commerciales, de sa participation dans un Groupement d'Intérêt Public (G.I.P.), Groupement d'Intérêt Economique (G.I.E.), Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.), Syndicat Inter-Hospitalier ou de toutes autres structures civiles, administratives ou Commerciales. SAUF en cas de demande particulière de l'Etablissement.**
- **Les responsabilités liées à l'acte de construire au titre de la responsabilité civile décennale fondée sur les articles 1792 et suivants et 2270 du Code Civil.**
- **Les responsabilités contractuelles pouvant incomber à l'Etablissement dans les cas suivants :**
 - **Inexécution totale ou partielle d'obligations contractuelles,**
 - **Litiges relatifs à l'organisation, la passation l'exécution ou la rupture de marchés publics,**
 - **Litiges relatifs à la conclusion, l'exécution ou la rupture d'un contrat de travail ainsi que tout manquement à des obligations statutaires,**
 - **Litiges relatifs à des engagements contractuels pris par l'Etablissement et excédant ceux qu'il serait tenu de prendre en vertu du Droit Commun.**

TITRE III : - FONCTIONNEMENT DU CONTRAT-

ARTICLE 1 : ÉTENDUE TERRITORIALE

La garantie est acquise à l'Etablissement partout où il a des activités, y compris les stages et missions de ses agents en Métropole et dans les DOM/TOM à l'exception des Etats-Unis et du Canada.

ARTICLE 2 : APPLICATION DE LA GARANTIE DANS LE TEMPS

2-1- Sinistres consécutifs à un acte de prévention, de diagnostic ou de soins

Conformément aux dispositions de l'article L 251-2 du Code des Assurances, l'Etablissement est garanti contre les conséquences pécuniaires des sinistres pour lesquels la première réclamation est formée pendant la période de validité du contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre, dès lors que le fait dommageable est survenu dans le cadre des activités de l'Etablissement garanties au moment de la première réclamation.

Sont également garantis les sinistres dont la première réclamation est formulée dans **un délai de 5 ans** à partir de la date d'expiration ou de résiliation de tout ou partie des garanties, dès lors que le fait dommageable est survenu pendant la période de validité du contrat et dans le cadre des activités garanties à la date de résiliation ou d'expiration des garanties, quels que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre.

2-2- Sinistres ne relevant pas d'un acte de prévention, de diagnostic ou de soins

La garantie est déclenchée par la réclamation conformément aux dispositions de l'article L 124-5 du Code des Assurances.

La garantie s'applique dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'Etablissement ou à l'assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent de 5 ans à sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'Etablissement a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été de nouveau souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

2-3- Dispositions communes

- Le contrat ne garantit pas les sinistres dont le fait dommageable était connu de l'Etablissement à la date de souscription de la garantie concernée.
- Le sinistre est imputé à l'année d'assurance au cours de laquelle l'assureur a reçu la première réclamation. Constitue une réclamation toute demande en réparation amiable ou contentieuse formulée par la victime d'un dommage ou ses ayants droits, et adressée à l'Etablissement ou à l'assureur.
- Lorsqu'un même sinistre est susceptible de mettre en jeu les garanties apportées par plusieurs contrats successifs, la garantie déclenchée par le fait dommageable ayant pris effet postérieurement à la prise d'effet de la loi N° 2003-706 du 1^{er} août 2003 de sécurité financière est appelée en priorité, sans qu'il soit fait application des quatrième et cinquième alinéa de l'article L 121-4 du Code des Assurances.

ARTICLE 3 : PRISE D'EFFET ET DURÉE DU CONTRAT

Le contrat prend effet à la date indiquée à la page 2 du présent CCTP. Sa durée est également définie page 2 du présent CCTP. Il est souscrit dans le cadre de l'année civile et vient à échéance le 31 décembre de chaque année.

Il se renouvelle ensuite par tacite reconduction le 1^{er} janvier de chaque année, sauf dénonciation signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception comme il est précisé à la page 2 du présent CCTP.

ARTICLE 4 : RÉSILIATION DU CONTRAT

4-1- Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale

Par l'assureur :

- En cas de non-paiement de cotisation (article L 113-3 du Code des Assurances).
- En cas d'aggravation du risque (article L 113-4 du Code des Assurances).
- En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L 113-9 du Code des Assurances).

Par le Souscripteur :

- En cas de disparition des circonstances aggravantes, si l'assureur refuse de réduire la cotisation en conséquence (article L 113-4 du Code des Assurances)
- En cas de transfert de portefeuille de l'assureur (article L 324-1 du Code des Assurances).
- En cas de modification du tarif d'assurance selon les dispositions prévues à l'article 6 Titre III (révision de la cotisation).
- Au cas où l'Assureur ne remplit pas ses obligations,
- Pour motif d'intérêt général.

4-2- Le contrat est résilié de plein droit

- En cas de retrait de l'agrément de l'assureur (article L 326-12 du Code des Assurances).
- En cas de perte totale de la chose assurée résultant d'un événement non garanti (article L 121-9 du Code des Assurances)
- En cas de réquisition de propriété des biens assurés dans les cas ou conditions prévus par la législation en vigueur (article L 160-6 du Code des Assurances).

ARTICLE 5 : CALCUL DE LA COTISATION

La cotisation annuelle est déterminée par application d'un taux, exprimé en pourcentage ou en pour mille, proposé sur la base du compte financier EPRD (Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses), déduction faite des subventions d'équilibre et des cessions inters budgets. Sont également déductibles de la base de calcul, les reprises sur amortissement et provisions (compte 78).

Le paiement de la prime provisionnelle sera effectif à l'émission du contrat et sa régularisation (à la hausse comme à la baisse) sera effectuée dès que l'Etablissement sera en mesure de communiquer son compte budgétaire définitif. Le taux proposé s'entend fixe pour la durée totale d'exécution du marché.

La prime sera majorée des frais et taxes en vigueur.

ARTICLE 6 : RÉVISION DE LA COTISATION

L'évolution de la prime sera assise sur la seule variation de l'E.P.R.D. étant entendu que le taux initial est maintenu sur la durée du marché. Toutefois, pour des motifs à caractère technique et justifiés, l'assureur pourra être amené à modifier les conditions tarifaires dans la limite de la clause butoir prévue au Cahier des Clauses Administratives Particulières. Dans ces conditions, l'Etablissement en sera obligatoirement informé **six mois avant** la prochaine date d'échéance anniversaire.

En cas de majoration supérieure à la clause butoir, l'Etablissement dispose de la faculté de résilier le contrat conformément à la clause de sauvegarde également prévue au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSUREUR

7-1- Procédure – Transactions

En cas d'action mettant en cause une responsabilité assurée par le présent contrat et dans la limite de sa garantie :

- L'assureur se réserve la faculté d'assumer la défense de l'assuré, de diriger le procès et d'exercer toutes voies de recours devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives.
- Si les victimes n'ont pas été désintéressées, la direction du procès incombe à l'assureur en ce qui concerne les intérêts civils de l'Etablissement devant les juridictions pénales. L'assureur peut exercer toutes voies de recours au nom de l'Etablissement lorsque l'intérêt pénal de l'Etablissement n'est plus en jeu. Dans le cas contraire, il ne peut les exercer qu'avec l'accord préalable de l'Etablissement.

L'assureur a seul le droit, dans la limite de sa garantie, de transiger avec les personnes lésées ou leurs ayants droit. Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de l'assureur ne lui est opposable. Ne sont pas considérés comme une reconnaissance de responsabilité l'aveu d'un fait matériel ou le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir légal ou moral d'accomplir.

7-2- Inopposabilité des déchéances

Aucune déchéance motivée par un manquement de l'assuré à ses obligations commis postérieurement au sinistre n'est opposable aux personnes lésées ou à leurs ayants droit. L'assureur conserve néanmoins la faculté d'exercer contre l'assuré une action en remboursement de toutes les sommes qu'il aura payées ou mises en réserve à sa place.

7-3- Paiement des indemnités

Le paiement des indemnités doit être effectué dans les soixante jours qui suivent un accord amiable ou une décision judiciaire exécutoire. Ce délai, en cas d'opposition, ne court que du jour de la mainlevée. Sur demande expresse de l'Etablissement, l'Assureur pourra régler directement les bénéficiaires des indemnités prévues au titre des garanties suivantes : « Dommages matériels subis par les Agents » et « Dommages matériels subis l'Etablissement ».

7-4- Non résiliation du contrat

L'assureur renonce à suspendre les garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à l'exécution des formalités administratives auxquelles l'Etablissement est astreint en matière de comptabilité publique.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ

8-1- Les déclarations à la souscription du contrat

Le contrat est établi d'après les déclarations du souscripteur et la cotisation est fixée en conséquence. Le souscripteur doit, sous peine des sanctions prévues ci-après, avoir répondu aux questions posées dans le formulaire de déclaration du risque, sur les circonstances qui permettront à l'Assureur d'apprécier le risque. Il doit notamment déclarer s'il a connaissance d'événements survenus au cours des cinq ans qui précèdent la souscription et susceptibles d'engager sa responsabilité.

8-2- Les déclarations en cours de contrat

Le souscripteur ou, à défaut, l'assuré doit déclarer les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence soit d'aggraver les risques, soit d'en créer de nouveaux, et rendent de ce fait inexacts ou caduques les réponses faites à l'assureur. Cette déclaration doit être faite, par lettre recommandée, dans un délai de quinze jours à partir du moment où le souscripteur a connaissance de ces circonstances.

Lorsque cette modification constitue une aggravation du risque, l'assureur peut proposer une augmentation de cotisation ou résilier le contrat. Dans le premier cas, si dans un délai de trente jours à compter de la proposition de l'assureur, l'assuré refuse cette proposition ou ne lui donne pas suite, l'assureur peut résilier le contrat. Dans le second cas, l'assureur rembourse à l'assuré la portion de cotisation afférente à la période pendant laquelle le risque n'a pas couru. Dans tous les cas, la résiliation prend effet dix jours après notification à l'assuré.

Lorsque cette modification constitue une diminution du risque, l'assuré a droit à une diminution du montant de la cotisation. Si l'assureur n'y consent pas, l'assuré peut dénoncer le contrat. La résiliation prend effet trente jours après la dénonciation et l'assureur rembourse à l'assuré la portion de cotisation afférente à la période pendant laquelle le risque n'a pas couru.

8-3- Les Sanctions

Toute réticence, fausse déclaration intentionnelle, omission ou inexactitude dans la déclaration des circonstances ou des aggravations visées aux paragraphes précédents est sanctionnée, même si elle a été sans influence sur le sinistre, dans les conditions suivantes :

- En cas de mauvaise foi du souscripteur ou de l'assuré, par la nullité du contrat
- Si la mauvaise foi du souscripteur ou de l'assuré n'est pas établie, par une réduction de l'indemnité de sinistre, en proportion des cotisations payées par rapport aux cotisations qui auraient été dues si les risques avaient été exactement et complètement déclarés. Le tarif pris pour base de cette réduction est, selon le cas, celui applicable, soit lors de la souscription du contrat, soit au jour de l'aggravation du risque ou, si celui-ci ne peut être déterminé, lors de la dernière échéance précédant le sinistre.

8-4- La déclaration des autres assurances

A la souscription ou en cours de contrat, le souscripteur doit déclarer les noms et adresses des autres assureurs lorsque plusieurs assurances couvrent les risques garantis.

8-5- Les Obligations de l'Etablissement en cas de sinistre

L'assureur n'interviendra dans l'instruction d'un sinistre qu'au jour où il aura reçu une déclaration de sinistre. Celle-ci doit être établie par courrier (simple, RAR, télécopie) en théorie dans les 5 jours suivant la prise de connaissance du sinistre.

La déclaration de sinistre doit comporter au moins les éléments suivants :

- La date, la nature, les circonstances et le lieu du sinistre,
- Les noms et adresses de la ou des personnes lésées et, si possible, des témoins éventuels,
- Si les agents de l'autorité sont intervenus et s'il a été établi un procès-verbal ou un constat.

L'Etablissement s'engage à transmettre à l'assureur, dès réception, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à ses préposés.

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS DIVERSES

9-1- Subrogation

L'assureur est subrogé, dans les termes de l'article L.121-12, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui, dans les droits et actions de l'Etablissement contre tout responsable du sinistre.

Si, par le fait de l'assuré, ces droits et actions ne peuvent plus être exercés, la garantie cesse d'être acquise pour la partie non récupérable. Lorsque l'assureur a renoncé à exercer un recours contre le responsable d'un sinistre et que celui-ci est assuré, il peut alors, uniquement dans les limites de cette assurance, exercer son recours contre l'assureur du responsable.

L'assureur ne peut exercer aucun recours contre les enfants, descendants, ascendants, préposés et généralement toute personne dont l'assuré serait reconnu responsable, sauf cas de malveillance commise par une de ces personnes, mais il peut exercer un recours contre leurs assureurs.

9-2- Prescription

Toutes actions dérivant du contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'évènement qui y donne naissance, dans les conditions déterminées par les articles L.114-1 et L.114-2.

La prescription peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption, ainsi que dans les cas suivants :

- Désignation d'expert à la suite d'un sinistre
- Envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception par :
 - L'assureur pour non-paiement de la cotisation
 - L'assuré pour non règlement de l'indemnité

La prescription de deux ans court à nouveau à compter de la date d'interruption.

N.B. : Ce CCTP relève de la propriété intellectuelle du CEGA. Toute reproduction totale ou partielle réalisée sans autorisation préalable de son auteur serait donc une atteinte aux droits d'auteur du CEGA et serait considérée comme une contrefaçon susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale de son auteur. C.A. N°11467.

ANNEXE : PLAFOND CONTRACTUEL DE PRISE EN CHARGE DES HONORAIRES D'AVOCAT
(T.V.A. INCLUSE)

PROCEDURES		Montants en Euros TTC
Procédures devant les juridictions administratives		
Première instance	Référé	800 €
	Tribunal Administratif	2 000 €
Appel	Référé	800 €
	Cour Administrative d'Appel	2 000 €
Cassation Conseil d'Etat	Consultation	3 000 €
	Pourvoi	3 000 €
	Recours contre une ordonnance de référé rendue en dernier ressort	800 €
Procédures devant les juridictions civiles		
Première instance	Référé	800 €
	Juge de proximité	1 000 €
	Tribunal d'instance	1 200 €
	Tribunal de Grande Instance (au fond)	2 000 €
	Juge de l'expropriation (pour tout la procédure)	1 000 €
	Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale et du Contentieux de l'Incapacité	800 €
	Tribunal de Commerce	800 €
	Conseil des Prud'hommes :	
	- Conciliation	400 €
	- Jugement	800 €
	- Départage	400 €
	Tribunal Paritaire des baux ruraux :	
	- Conciliation	400 €
	- Jugement	800 €
Appel	Référé	800 €
	Appel d'une instance au fond	2 000 €
Cour de Cassation	Recours contre une Ordonnance de référé rendue en dernier ressort	800 €
	Consultation	3 000 €
	Pourvoi en Cassation	3 000 €

PROCEDURES		Montants en Euros TTC
Procédures devant les juridictions pénales		
Assistance pénale	Audition libre	500 €
	Assistance garde à vue	1 500 €
	Assistance instruction	800 €
Démarches au parquet / Communication du Procès-verbal		200 €
Procédures alternatives	Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, composition pénale, médiation pénale	500 €
Première instance	Tribunal pour enfant	800 €
	Tribunal de Police	1 000 €
	Tribunal Correctionnel	
	- Hors mise en examen	1 500 €
	- Avec mise en examen	4 000 €
	- Avec constitution de partie civile	1 000 €
	Cour d'Assise	1 500 €/Jour dans la limite de 7 500 €
Appel	Cour d'Appel	2 000 €
Cour de cassation	Consultation	3 000 €
	Pourvoi	3 000 €
Juridictions Européennes		3 000 €
Procédures d'exécution		
Juge de l'exécution		800 €
Frais d'Huissiers	Assignation, signification	Dans la limite des textes régissant la profession
	Démarches d'exécution	400 €
Autres procédures		
Honoraires et Frais des Experts Judiciaires		Frais réels
Assistance Expertise	Rémunération forfaitaire sur la base d'une ½ journée et comprenant la rédaction de dires	650 € par vacation Plus 150 € HT / Dire
Commissions	Commission d'Indemnisation et d'aide aux Victimes d'Infractions	1 000 €
	Commission Régionale de Conciliation et d'Indemnisation en matière médicale	1 000 €
Transaction		1 000 €
Budget amiable	Expertise amiable hors construction et Recours devant le Comité Consultatif de règlement amiable des Marchés Publics	1 000 €
	Expertise amiable construction	1 500 €
Frais de déplacements en France Métropolitaine (Taxi, Autoroute...)		Frais réels sur justificatifs